



Micro

Volume 6, Numéro 3
Automne 1999

Bulletin de la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique

Le Canada au 21^e siècle

Industrie Canada souligne le millénaire

À l'approche du nouveau millénaire, les Canadiens traversent une période de changements économiques spectaculaires. Afin d'examiner plus attentivement les possibilités et les défis engendrés par ces changements à moyen et à long terme, Industrie Canada a demandé à un groupe de spécialistes de présenter leur « vision » du Canada au 21^e siècle sur divers aspects importants. Ces chercheurs ont d'abord identifié les grandes tendances historiques et élaboré des scénarios afin d'illustrer l'évolution probable de leur secteur respectif au cours des dix à quinze prochaines années. Ils ont ensuite décrit les conséquences à moyen terme de cette évolution pour l'économie canadienne. Parmi les sujets abordés, il y a les tendances économiques mondiales, les rapports économiques internationaux, l'évolution démographique, l'investissement et l'innovation, la producti-

tivité et le niveau de vie, la qualité de l'environnement, le marché du travail et la réaction des entreprises et de l'État aux défis économiques qui se posent. Le présent numéro est consacré à ces études prospectives, récemment publiées dans la collection *Le Canada au 21^e siècle*.



Pour souligner le lancement de ces études et susciter un débat général sur les défis économiques auxquels le Canada fait face à l'aube du nouveau millénaire, Industrie Canada, en collaboration avec le Centre d'étude sur le niveau de vie, a organisé une importante conférence les 17 et 18 septembre 1999, à Ottawa. Quelque 300 personnes du secteur gouvernemental, du milieu universitaire et de l'industrie y ont participé. Dans ce numéro de MICRO, nous présentons un aperçu de chaque texte et un sommaire des grands thèmes qui se dégagent des diverses séances de la conférence.

Visitez notre site web à strategis.ic.gc.ca et choisissez *Analyse économique et statistiques* pour consulter ou télécharger le texte intégral des publications de recherche de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique ainsi que le texte de *MICRO*.

PARUTIONS RÉCENTES

COLLECTION DOCUMENTS HORS-SÉRIE

N^o 21 – *La recherche universitaire et la commercialisation de la propriété intellectuelle au Canada*, Wulong Gu et Lori Whewell.

COLLECTION DOCUMENTS DE DISCUSSION

N^o 7 – *Conséquences des restrictions à la propriété étrangère pour l'économie canadienne – Une analyse sectorielle*, Steven Globerman.

COLLECTION DOCUMENTS DE TRAVAIL

N^o 26 – *Commerce intrasociété des entreprises transnationales étrangères au Canada*, Richard A. Cameron.

N^o 28 – *Technologie et demande de compétences : une analyse au niveau de l'industrie*, Surendra Gera, Wulong Gu et Zhengxi Lin.

N^o 29 – *L'écart de productivité entre les entreprises canadiennes et américaines*, Frank C. Lee et Jianmin Tang.

N^o 30 – *Investissement étranger direct et croissance de la productivité : l'expérience du Canada comme pays d'accueil*, Surendra Gera, Wulong Gu et Frank C. Lee.

À PARAÎTRE

COLLECTION DOCUMENTS DE DISCUSSION

N^o 8 – *Les déterminants de la croissance de la productivité canadienne : enjeux et perspectives*, Richard G. Harris.

N^o 9 – *Le Canada manque-t-il le « bateau technologique »? Examen des données sur les brevets*, Manuel Trajtenberg.

COLLECTION DOCUMENTS DE TRAVAIL

N^o 31 – *Les entreprises manufacturières sous contrôle canadien sont-elles moins productives que leurs concurrentes sous contrôle étranger?* Jianmin Tang et P. Someshwar Rao.

CONFÉRENCIERS ÉMINENTS

21 janvier 2000 Barbara Fraumeni, Bureau of Economic Analysis, *La recherche sur le commerce électronique au Bureau of Economic Analysis.*

28 janvier 2000 Keith Banting, Université Queen's, *Pourquoi un pays? — mondialisation et politique sociale au 21^e siècle.*

18 février 2000 Ernst Berndt, Sloan School, M.I.T., *Facteurs influant sur la productivité du travail.*

3 mars 2000 Robert Brown, Finance Canada, *Fiscalité des entreprises — enjeux et préoccupations.*

MICRO est un bulletin trimestriel servant à diffuser les résultats des travaux de recherche micro-économique publiés par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Ce numéro a été produit sous la direction de William Horsman, qui en a aussi été le rédacteur principal. Des sommaires des documents de recherche, de même que les textes intégraux des documents de travail, des documents hors série, des documents de discussion d'Industrie Canada et de MICRO peuvent être consultés sur STRATEGIS, le service d'information commerciale en direct du Ministère, à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca>. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de nos publications de recherche, ou pour en commander des exemplaires, veuillez communiquer avec la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 5^e étage, tour ouest, 235, rue Queen, Ottawa (ON) K1A 0H5. Téléphone : (613) 952-5704; télécopieur : (613) 991-1261; courrier électronique <micro.news@ic.gc.ca>. ISSN 1198-3558.

Tendances économiques générales touchant le Canada

La première séance a donné le ton en passant en revue les tendances lourdes et leurs conséquences à moyen terme pour le Canada. La première étude publiée dans cette collection, *Tendances mondiales : 1980-2015 et au delà*, de J. Bradford De

Long, soulignent que l'État pourrait jouer un plus grand rôle en aidant ceux qui ne peuvent s'adapter, afin de mieux répartir les avantages et les coûts de l'interdépendance croissante.

Pour contrer le ralentissement de

la productivité, nous devons mettre l'accent sur l'interaction entre l'État et les entreprises et sur les modes d'or-

ganisation du travail. Sur le plan de la politique commerciale et de l'intégration croissante, de plus grands efforts pourraient être déployés pour diversifier nos marchés et réduire notre vulnérabilité aux contrecoups d'un éventuel regain de protectionnisme aux États-Unis. Les panélistes ont indiqué qu'on pourrait le faire en renforçant nos liens commerciaux et en négociant des accords de libre-échange avec d'autres par-

tenaires, comme le Japon ou l'Amérique latine.

« L'économie internationale intégrée de la prochaine génération ne sera probablement pas aussi stable que l'économie mondiale de l'ère de Bretton Woods. »

J. B. De Long

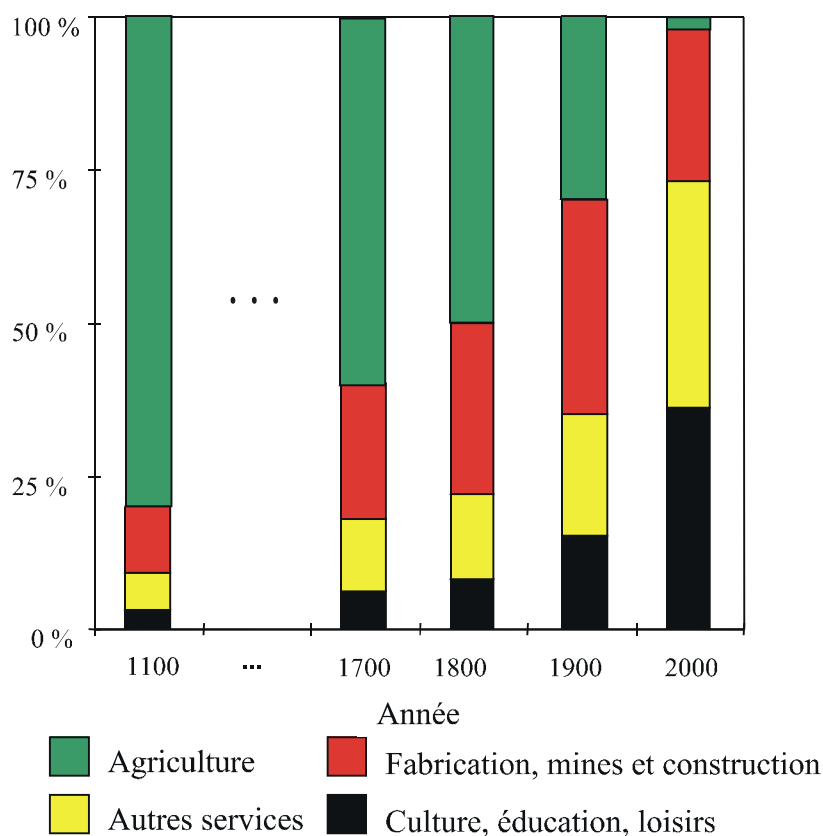
Long, souligne l'influence de deux grandes tendances sur le développement économique dans le monde : la mondialisation et le ralentissement généralisé de la productivité depuis le milieu des années 70.

Selon le professeur De Long, la mondialisation devrait produire trois effets : un déclin de la capacité des pays de gérer leur macroéconomie en fonction d'objectifs nationaux, la réapparition d'importants mouvements internationaux de capitaux, avec les avantages et les risques que cela comporte, et la baisse de l'influence et du pouvoir des mouvements syndicaux nationaux.

Si les panélistes partagent l'évaluation faite par De Long des grandes tendances auxquelles devra faire face le Canada, ils se sont dissociés de ce que l'un des commentateurs a décrit comme étant le fatalisme de l'auteur devant ces tendances. Dans l'ensemble, on estime que la disparition des instruments d'intervention dans certains domaines par suite de la mondialisation pourrait être compensée par l'élaboration de nouvelles politiques dans d'autres domaines. La polarisation croissante du revenu et les problèmes liés à la faible mobilité

de la main-d'œuvre laissent penser que l'État pourrait jouer un plus grand rôle en aidant ceux qui ne peuvent s'adapter, afin de mieux répartir les avantages et les coûts de l'interdépendance croissante.

Répartition professionnelle de la population active



Source : *Tendances mondiales : 1980-2015 et au delà*, De Long, 1998.

Les enjeux démographiques du Canada

Le document visionnaire numéro 4, intitulé *Les tendances démographiques au Canada, 1996-2006 : les répercussions sur les secteurs public et privé*, de David Foot, Richard Loreto et Thomas McCormack, examine les conséquences du vieillissement de la population dans le contexte économique canadien. Les auteurs affirment que la structure par âge est le premier déterminant démogra-

mouvements importants - d'origine démographique - dans les profils de dépenses, au profit du divertissement, des soins de santé et des services financiers.

Les panélistes ont généralement reconnu que si l'évolution de la structure par âge est importante, elle ne dicte pas notre destinée ni n'explique les deux tiers de tout, comme on a pu l'affirmer. Même si la politique gouvernementale ne

peut faire des choix à l'égard d'une vaste gamme de facteurs susceptibles d'influer sur les conséquences économiques de la structure par âge. Ainsi, les politiques de mise à la retraite anticipée peuvent avoir un effet sur l'emploi. La durée de la semaine de travail, les taux de cotisation aux régimes de retraite et l'indexation sont autant de questions de politique publique sur lesquelles nous pouvons agir comme société. Nous avons des choix à faire. Certaines des situations prédites par les auteurs traduisent ce qui surviendrait si les politiques de l'État ne tenaient pas compte des tendances démographiques.

« En examinant l'impact de la démographie sur les comportements économiques, l'âge explique les 'deux tiers de tout'. »

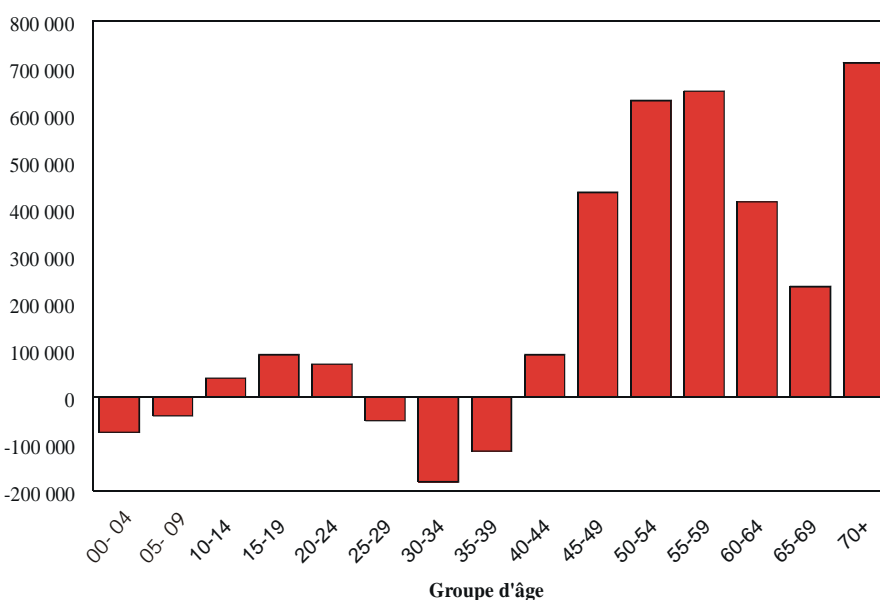
D. K. Foot, R. A. Loreto et T. W. McCormack

phique des comportements économiques : « en examinant l'impact de la démographie sur les comportements économiques, l'âge explique les 'deux tiers de tout' ». Les auteurs ajoutent que la politique gouvernementale ne peut influencer sur la structure par âge et que même un niveau élevé d'immigration a peu de chance d'avoir un impact significatif. L'une des conséquences de la structure démographique du Canada est que, d'ici 2006, on pourrait observer des pénuries de travailleurs âgés de moins de 35 ans dans certaines activités du secteur des services où il est difficile de remplacer la main-d'œuvre par la technologie. De plus, l'emploi autonome augmentera vraisemblablement dans les années à venir alors que la génération du boom des naissances arrivera à l'âge où l'incidence du travail indépendant atteint son maximum. Cette évolution de l'offre de main-d'œuvre devrait s'accompagner de

peut influencer sur la structure par âge, des réformes appropriées pourraient atténuer certains de ses effets. On

Évolution de la population canadienne par groupe d'âge

1996 - 2006



Source : Les tendances démographiques au Canada, 1996-2006 : les répercussions sur les secteurs public et privé; Foot, Loreto et McCormack, 1998.

Maintenir un marché du travail dynamique

Le document visionnaire numéro 9, intitulé *Réactions individuelles à l'évolution du marché du travail au Canada*, de Paul Beaudry et David Green, examine la réaction des jeunes travailleurs à l'évolution fondamentale du marché du travail depuis quelques années. Les auteurs

changement technologique pour les politiques de main-d'œuvre, de Julian Betts, examine les questions relatives au marché du travail soulevées par l'investissement dans les technologies informatiques. L'auteur constate que le changement technologique n'a pas entraîné

serait défavorable aux travailleurs, parce qu'une augmentation du pourcentage de travailleurs hautement scolarisés entraînerait une baisse des salaires à la fois parmi les travailleurs peu scolarisés et les travailleurs hautement scolarisés. Même si le Canada affiche un écart

« La clé de la réussite est que les établissements d'enseignement obtiennent une rétroaction continue des entreprises locales pour que les cours et les programmes évoluent au rythme des exigences de la technologie. »

J. R. Betts

relatent la détérioration importante de la position des entrants récents sur le marché du travail et prévoient le maintien des tendances négatives de l'emploi pour les jeunes travailleurs, accompagné d'une hausse des taux d'inscription scolaire. Par ailleurs, la hausse des taux de participation et d'emploi des femmes semble avoir pris fin. À long terme, les auteurs entrevoient deux forces opposées : la mondialisation et la concurrence accrue provenant de la main-d'œuvre étrangère à bon marché pourraient rendre la vie encore plus difficile pour les jeunes travailleurs et les travailleurs peu spécialisés au Canada. Mais les hommes peu spécialisés subiront probablement une concurrence moins vive de la part des nouveaux entrants sur le marché du travail en raison de la diminution des pressions, sur l'offre de main-d'œuvre, provenant des tendances démographiques et de l'accroissement de la participation des femmes à la population active.

Le document visionnaire numéro 7, intitulé *Les conséquences du*

une baisse significative de l'emploi au Canada. Comme dans les autres pays, les salaires et l'emploi ont augmenté davantage dans les entreprises innovatrices que dans les autres entreprises au sein d'une industrie donnée. Les progrès technologiques récents en microélectronique ont également haussé les compétences requises, contribuant à creuser l'écart salarial entre les travailleurs possédant une formation universitaire et ceux ayant une scolarité plus limitée. En outre, les données indiquent que les nouvelles technologies ont un impact négatif sur les travailleurs plus âgés, qui sont moins enclins que les jeunes travailleurs à investir dans des activités de recyclage.

Selon les panélistes, l'étude de Betts néglige certaines questions importantes, par exemple les technologies douces et l'organisation du travail, traduisant une préférence pour les notions plus facilement quantifiables. On a par ailleurs noté que l'une des conclusions à laquelle mène l'argument défendu par Green est qu'une scolarité plus élevée

salarial semblable à celui observé aux États-Unis, les raisons sous-jacentes diffèrent. Par conséquent, nous devons nous intéresser de plus près à l'évolution du marché du travail au Canada au fil de l'adoption de nouvelles technologies, plutôt que de nous contenter de suivre aveuglément les forces du marché.

Ainsi, nous ne pouvons simplement scolariser les gens; nous devons aussi tenir compte des politiques de redistribution parce qu'il n'est pas clair que nous devons imposer aux travailleurs tout le fardeau de la flexibilité. Les panélistes ont retenu les améliorations recommandées par Betts, par exemple le renforcement des collèges communautaires, en affirmant qu'il s'agissait d'un élément clé pour améliorer la productivité. Ils se sont demandés si le fait de prendre pour acquis les travailleurs pouvait éventuellement constituer une stratégie gagnante, en concluant qu'il fallait probablement accorder plus d'attention à la gestion des conflits au moment d'adopter une nouvelle technologie.

Productivité et niveau de vie - scénarios pour le nouveau millénaire

Cette séance était consacrée à un exposé de Richard Harris, intitulé *Les déterminants de la croissance de la productivité au Canada : enjeux et perspectives*, qui passe en revue le débat sur la productivité. (Cette étude sera publiée dans la Collection des documents de discussion

machines et en matériel, le développement du capital humain et l'ouverture au commerce et à l'investissement sont les trois principaux moteurs de la croissance, dans un cadre général où l'innovation engendre des possibilités d'expansion.

En conséquence, l'auteur

dans d'autres domaines tels que les services et, enfin, l'effet éventuel de la « nouvelle économie » sur la croissance de la productivité.

Dans leurs commentaires, les panélistes ont indiqué que l'importance de la productivité découlait de sa contribution au bien-être

« Le commerce, l'investissement et la formation de capital humain sont les principaux facteurs de croissance de la productivité dans un contexte où la création de connaissances engendre des possibilités d'expansion. »

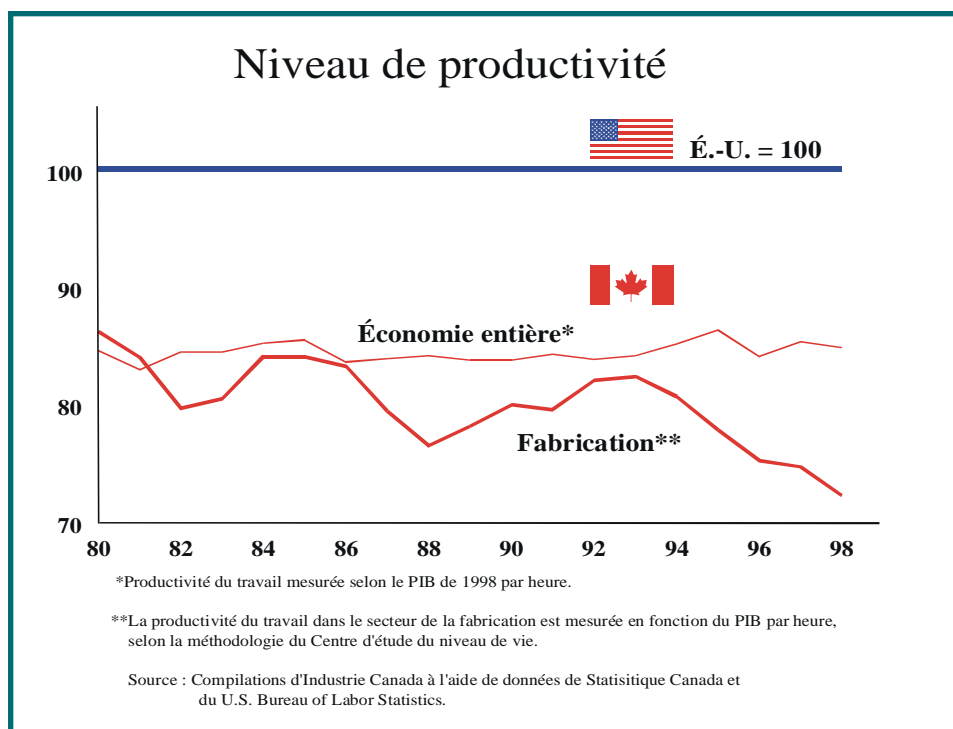
R. Harris

d'Industrie Canada.) Le professeur Harris a souligné que l'augmentation du niveau de vie depuis la révolution industrielle est un phénomène central du développement économique dont nous sous-estimons probablement l'importance. Il a également indiqué que le calcul de la productivité multi-factorielle est une question hautement technique et que cet indicateur est largement tributaire de la façon dont nous le calculons. Ainsi, il est très difficile de mesurer l'impact de facteurs clés tels qu'une technologie de procédé générale. De même, l'examen des données globales sur la productivité pourrait ne pas constituer la bonne approche parce qu'il peut y avoir des écarts de productivité très importants entre les entreprises d'un même secteur.

En dépit des différentes approches suivies pour expliquer et mesurer la productivité, Harris affirme que l'investissement en

conclut que trois facteurs exerceront une influence déterminante sur la croissance future de la productivité : la démographie et son impact sur les taux d'épargne, la mondialisation et la mesure dans laquelle on pourra réaliser les rendements futurs de l'intégration

économique au sens large et du fait qu'il s'agit du principal facteur d'amélioration du niveau de vie à long terme. La question suivante se pose : qu'est-ce qui détermine la productivité et quelles politiques y sont favorables? Andrew Sharpe a traité des liens existant



entre la productivité et le bien-être économique, en illustrant l'impact de la productivité sur divers aspects clés du niveau de vie. Les panélistes ont aussi noté que la croissance rapide de la productivité aux États-Unis était concentrée dans deux secteurs de biens d'équipement. Si nous excluons ces deux secteurs des calculs, le Canada ne s'en tire pas trop mal en comparaison. Cependant, cela ne nous dit pas pourquoi l'écart observé dans ces deux secteurs est important et qu'il va en s'accroissant.

Le panel a examiné plusieurs mesures touchant à l'investissement pour conclure que le Canada

tirait systématiquement de l'arrière sur les États-Unis pour ce qui est de l'investissement en R-D et en machines et matériel. Sur une note technique, les panélistes ont indiqué que les estimations officielles des taux de croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) et de la productivité du travail au Canada ne cadrent pas (contrairement à celles des États-Unis) avec la théorie économique néo-classique, selon laquelle l'écart entre le taux de croissance de la PTF et celui de la productivité du travail devrait représenter, à long terme, une fraction constante du ratio capital-travail. Cela voudrait dire

que la mesure de la croissance de la productivité au Canada est inexacte (les taux de croissance de la productivité du travail et du ratio capital-travail sont relativement faciles à mesurer). On a notamment fait valoir que la croissance du stock de capital au Canada était sous-estimée, ce qui causerait une surestimation de la croissance de la PTF. Mais, quelle que soit la façon dont la productivité est mesurée, il y a eu consensus sur le fait qu'un important écart sépare les niveaux de productivité du Canada et des États-Unis et que cela a des conséquences pour notre niveau de vie relatif.

Maintenir un environnement de qualité pour les Canadiens

Le document visionnaire numéro 8, intitulé *L'économie et l'environnement : l'expérience récente du Canada et les perspectives d'avenir*, de Brian Copeland, jette un éclairage sur le volet environnemental de la richesse écono-

nement puisse difficilement renoncer à ses objectifs de développement durable sous les pressions exercées pour régler des problèmes de revenu et d'emploi à court terme.

Cependant, il est probable que

che d'ozone et les menaces à la biodiversité. À mesure qu'augmenteront les niveaux de consommation, notamment dans les économies asiatiques en croissance rapide, de fortes pressions s'exerceront sur l'environnement planétaire.

Le débat en panel a fait ressortir les progrès accomplis dans certains domaines, notamment l'élimination des déchets

« Même si nos objectifs ont un caractère durable, nous pourrions ne pas pouvoir les atteindre si nous employons des instruments mal adaptés. »

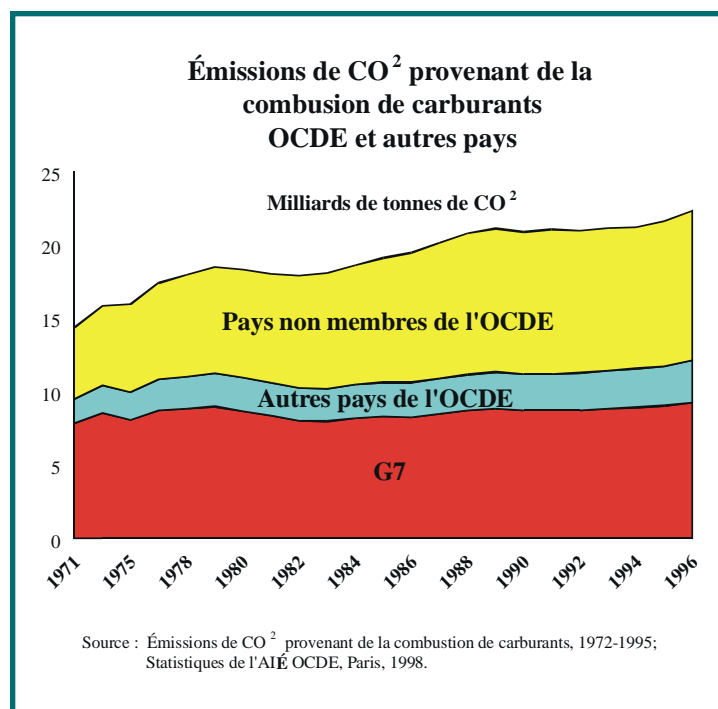
B. R. Copeland

mique de la nation. L'auteur constate que la politique du Canada en matière d'environnement a connu des succès et des échecs. Il est d'avis qu'en réformant la politique canadienne, il est essentiel d'adopter des instruments d'engagement pour faire en sorte que le gouver-

les défis les plus redoutables qui se posent en matière d'environnement soient d'envergure planétaire. Des stratégies multilatérales sont requises pour solutionner les problèmes tels que les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de gaz qui détruisent la cou-

dangereux et la qualité de l'eau des Grands Lacs, où la politique gouvernementale a été à la fois ciblée et efficace. Un processus d'innovation institutionnelle a été mis en place, obligeant les ministères à élaborer des stratégies de développement durable. Dans le

but de réaliser d'autres gains dans l'avenir, les panélistes ont suggéré que l'on améliore la collecte de données de base sur l'environnement pour faciliter l'élaboration d'une politique efficace. Ils ont proposé un certain nombre de mesures, par exemple mettre davantage l'accent sur les stimulants que sur la réglementation, notamment en faisant appel à des mécanismes du marché. Ils ont aussi recommandé l'octroi d'une aide financière et juridique pour appuyer les droits de common law en matière d'environnement et de propriété pour que les externalités soient intégrées aux prix. Les panélistes ont souligné que l'État pouvait encourager les initiatives dans le secteur privé en mettant en place la capacité requise dans les grandes institutions et en intervenant au niveau de la R-D fondamentale. Enfin, ils ont fait valoir que les entreprises qui tiennent systématiquement compte des aspects environnementaux de leurs activités sont généralement plus innovatrices et productives.



Promouvoir l'investissement et l'innovation au Canada

Le document visionnaire numéro 5, intitulé *Investissement : les défis à relever au Canada*, de Ronald Giammarino, explore la possibilité qu'il y ait un problème de sous-investissement au Canada. L'auteur conclut que la perfor-

Canada par rapport à de nombreux autres pays de l'OCDE sont autant d'indices que des déficiences du marché peuvent entraver l'investissement. L'auteur affirme que la prise de décisions dans les entreprises n'est pas aussi efficiente

défis. Premièrement, nous devons tenir compte de la mobilité accrue du capital à l'échelle internationale en appliquant des taux d'imposition comparables à ceux des autres pays industrialisés et orienter les dépenses publiques vers des investissements en infrastructure qui pourront relever la qualité de vie et accroître l'efficacité du capital et du travail.

Deuxièmement, il importe d'appuyer la R-D et les autres formes d'investissement qui engendrent des retombées importantes.

Troisièmement, les politiques en matière d'environnement ne doivent pas imposer aux entreprises canadiennes un désavantage sur le

« Essentiellement, le Canada semble manquer le virage technologique ... »

M. Trajtenberg

mance relativement médiocre sur le plan de la productivité, les faibles niveaux d'investissement en R-D et le lent développement des industries de haute technologie au

qu'elle l'être et que cela contraint aussi l'investissement.

Afin de créer un contexte plus propice à l'investissement, il faudra relever un certain nombre de

plan de la concurrence.

Le document visionnaire numéro 6, intitulé *Visualiser le 21^e siècle - Investissements en infrastructure pour la croissance économique, le bien-être et le mieux-être des Canadiens*, de Christian DeBresson et Stéphanie Barker, s'efforce de repérer des avenues prometteuses d'investissement en infrastructure à long terme. La première serait d'accroître la participation du Canada à l'économie mondiale de l'apprentissage – notamment par des investissements dans l'apprentissage préscolaire, des programmes visant à hausser le rendement à l'école secondaire et l'élaboration d'outils et d'applications pour Internet. Le second objectif serait de renforcer la confiance entre les acteurs économiques grâce à des institutions locales qui évalueraient les grands projets en mettant leurs résultats à la disposition des citoyens et des collectivités concernés. Le troisième objectif serait d'améliorer la qualité de vie et de l'environnement, peut-être en préconisant l'utilisation de véhicules électriques dans les villes et en mettant en place des programmes de recyclage en milieu urbain. Le quatrième objectif serait de repositionner le Canada au sein de l'économie mondiale en établissant des centres d'excellence multidisciplinaires qui feraient des recherches sur des questions économiques et sociales d'envergure planétaire.

Les panélistes ont fait observer que les données disponibles n'appuyaient pas la conclusion de Giammarino selon laquelle il y

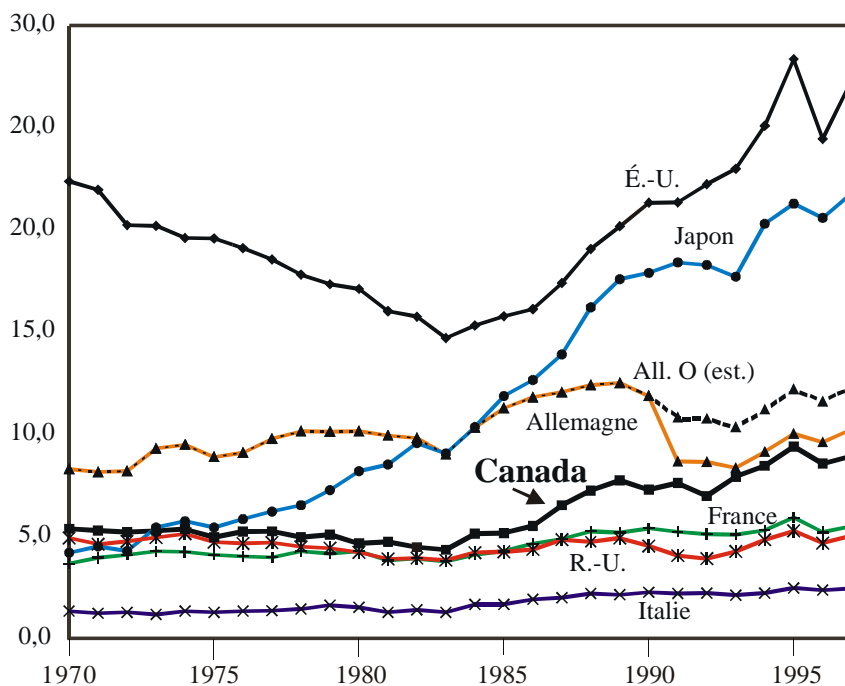
aurait un problème général d'investissement, au delà du secteur de la R-D. De fait, on observe certains indices d'une bulle d'investissement. Manuel Trajtenberg a présenté les résultats d'une analyse des données sur les brevets qui semble indiquer que le Canada n'investit pas assez en R-D par rapport aux autres pays industrialisés. La quantité, la qualité, la répartition industrielle et la propriété des brevets canadiens montrent en effet qu'il y a un sérieux problème d'innovation au Canada.

De même, les panélistes ont souligné l'importance de l'investissement en recherche dans les universités et les autres institutions qui servent d'incubateurs aux découvertes. Ils ont convenu qu'il fallait mettre l'accent sur la créa-

tion d'écoles de gestion pour améliorer la régie au sein des entreprises. Pour ce qui est de l'étude de DeBresson et Barker, les panélistes ont exprimé leur préoccupation au sujet de la façon dont les initiatives proposées seraient élaborées, en se demandant si elles se traduiraient par des hausses d'impôts. De façon générale, ils ont indiqué que le document proposait des objectifs raisonnables, mais ils ont insisté sur la nécessité d'une souplesse et d'une innovation accrues au niveau institutionnel, notamment dans le secteur de l'éducation.

Brevets par habitant, Canada et G7

(Brevets par 100 000 hab.)



Source : Le Canada manque-t-il le « bateau technologique »? examen des données sur les brevets, Trajtenberg, à paraître.

L'évolution des relations internationales du Canada sur le plan du commerce et de l'investissement

Le document visionnaire numéro 3, intitulé *L'intégration économique de l'Amérique du Nord : les 25 dernières années et les 25 prochaines années*, de Gary Hufbauer et Jeffrey Schott, décrit l'expansion des échanges, des investissements et des autres liens commerciaux entre le Canada et les États-Unis, en s'interrogeant sur

ciale canadienne, de Randy Wigle, tente de démontrer qu'en raison de la libéralisation des politiques et de l'entrée en scène de nouvelles technologies d'information, le Canada a vivement intérêt à supprimer les obstacles au commerce international à cause de l'étroitesse de son marché intérieur et du besoin d'attirer la tech-

nal dans de nouveaux secteurs du commerce international, par des discussions multilatérales au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'OCDE, et par des initiatives régionales impliquant le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, l'Accord de libre-échange nord-américain et le projet

« Au cours des 25 prochaines années ... la frontière entre le Canada et les États-Unis ne sera pas plus visible que la frontière qui sépare l'Allemagne et les Pays-Bas aujourd'hui. »

G. C. Hufbauer et J. J. Schott

l'évolution des relations économiques en Amérique du Nord. Les auteurs sont optimistes quant aux perspectives d'une intégration économique plus poussée en Amérique du Nord. Ils sont d'avis que les forces du libre-échange continueront de prévaloir sur les sentiments protectionnistes aux États-Unis et que le progrès économique de l'Amérique du Nord stimulera encore le commerce entre le Canada et les États-Unis. D'ici 2005 ou 2010, les échanges pourraient être de 20 à 30 p. 100 supérieurs à ce qu'ils auraient été en l'absence des récents accords commerciaux. Dans son exposé, Gary Hufbauer a affirmé que pour être concurrentiel dans ce scénario, le Canada devait abolir l'impôt sur le revenu des sociétés et les dernières barrières au commerce et à l'investissement qui subsistent entre les deux pays.

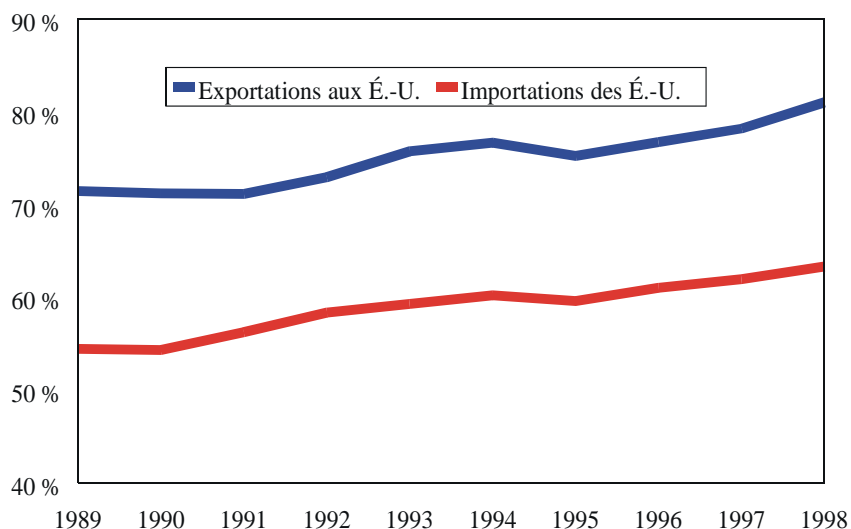
Le document visionnaire numéro 2, intitulé *Libéralisation étendue axée sur les aspects fondamentaux : un cadre pour la politique commer-*

nologie et les investissements étrangers. L'auteur conclut que le Canada devrait rechercher les mesures de libéralisation supplémentaire qui supposent d'accorder le traitement natio-

de Zone de libre-échange des Amériques.

Les panélistes se sont dit généralement préoccupés par les questions non abordées dans ces études, en pré-

Commerce des biens et services du Canada avec les États-Unis en pourcentage de l'ensemble du commerce canadien



Source : basé sur des données de Statistique Canada.

disant que l'on aurait dû viser un horizon plus lointain. Ils ont indiqué que depuis l'Uruguay Round, le système multilatéral de commerce a évolué vers l'adoption de règles qui toucheront à des questions de politique intérieure et qui seront beaucoup plus menaçantes pour la souveraineté. Cela fera surgir des questions sur l'opportunité d'une libéralisation accrue et ses coûts éventuels. À titre d'exemple, ils ont rappelé les décisions récentes de

l'OMC visant les programmes canadiens de soutien à l'industrie, qui traitent implicitement tout programme de subventions dans un secteur exportateur comme une subvention à l'exportation. Les panélistes se sont interrogés sur la position qu'adoptera le Canada en regard de l'évolution vers des organismes régulateurs. L'application de mesures connexes, par exemple les normes ouvrières, devrait-elle se faire dans le contexte

de l'OMC, que certains considèrent comme le forum le plus apte à le faire, ou être confiée à d'autres organismes tels que la CNUCED ou l'OIT? Selon les panélistes, en dépit des prédictions voulant que le libre-échange fasse converger la productivité entre le Canada et les États-Unis, la libéralisation n'a pas refermé l'écart de rendement avec ce pays.

Réaction du secteur privé aux défis économiques auxquels font face les Canadiens

Le document visionnaire numéro 10, intitulé *La réaction des entreprises – L'innovation à l'ère de l'information*, de Randall Morck et Bernard Yeung, examine la réaction

manque de concurrence dans certains segments du secteur bancaire et financier, qui explique en partie les problèmes de financement qu'éprouvent les petites entreprises. D'autres

La discussion en panel a révélé que le Canada accusait une sérieuse déficience sur le plan de l'innovation. Notamment, l'innovation organisationnelle est difficile à réaliser et nous avons une compréhension insuffisante de la façon dont l'organisation du travail influe sur les autres résultats. Les panélistes ont souligné l'importance de l'originalité comme atout concurrentiel et source de bénéfices monopolistiques sur des marchés rarement homogènes ou monolithiques. Ils ont fait valoir que les gestionnaires et les entreprises ne recherchaient pas suffisamment l'originalité, peut-être en raison de l'abondance des ressources naturelles au Canada et de la proximité fortuite du marché américain. Dans ce contexte, les panélistes ont insisté sur l'importance de la culture d'entreprise comme domaine de recherche utile. De même, ils ont convenu que les gouvernements devraient eux-mêmes faire preuve d'originalité et rivaliser.

« Plus une entreprise imite le modèle d'une économie de marché, meilleures sont ses chances de prospérer dans l'économie de l'information. »

R. Morck et B. Yeung

des entreprises aux principaux facteurs qui dictent l'évolution de l'économie. Les auteurs font valoir la nécessité d'adopter des mesures d'incitation inspirées du marché au sein des organisations, pour que les entreprises puissent reproduire la capacité du marché de promouvoir la production et le traitement efficaces de l'information. Les politiques devraient être ciblées sur les problèmes de marché les plus importants auxquels l'État peut utilement s'attaquer.

L'un de ces problèmes est le

problèmes que l'on pourrait tenter de résoudre sont les lacunes des marchés de l'éducation, de la formation et de la R-D fondamentale. Ces lacunes bloquent l'innovation et justifient l'octroi de subventions. De façon plus générale, les auteurs signalent que le gouvernement est lui-même devenu une entreprise concurrentielle – l'État doit offrir des biens publics utiles à des taux d'imposition concurrentiels, au risque de déclencher un exode de capitaux, d'idées et de main-d'œuvre qualifiée.

La réaction du gouvernement aux défis économiques auxquels font face les Canadiens

Le document visionnaire numéro 11, intitulé *Institutions et croissance - Les politiques-cadres en tant qu'instrument de compétitivité*, de Ronald Daniels, examine la réaction des pouvoirs publics. L'auteur est d'avis que les gouvernements subissent des pressions croissantes en vue d'établir un cadre institutionnel et politique capable de rivaliser avec celui des autres pays. Il énumère quatre grandes conditions d'un environnement juridique et institutionnel concurrentiel : un gouvernement et une monnaie stables, un gouvernement fort mais d'envergure restreinte – qui, en raison de la portée réduite

que nous n'en avons eue depuis longtemps et nous ne sommes pas aussi limités que certains pourraient le penser. Les membres du panel se sont demandés s'il y avait encore place pour des différences internationales en matière de politique sociale et ils ont conclu par l'affirmative. Au cours de l'après-guerre, nous avons assisté à une libéralisation progressive des régimes commerciaux et, parallèlement, à une expansion des systèmes de sécurité sociale. Divers pays ont alors mis en place des systèmes différents. Les panélistes estiment que la convergence inévitable ou le déterminisme

re et budgétaire est optimale et, notamment, si l'on n'accorde pas trop d'importance à la politique monétaire. De même, le cadre économique général requiert l'intervention de l'État. Cela signifie que l'État doit clarifier autant que possible les règles du jeu; ainsi, il doit rendre plus explicite sa politique industrielle sur des aspects tels que les fusions de banques ou de sociétés aériennes.

Le panel a conclu qu'il était essentiel que l'État prenne l'initiative de promouvoir et de soutenir un débat informé sur les politiques. Le gouvernement doit jouer le rôle de chef de file, recueillir des idées et proposer un cheminement en matière de politique publique. De même, le gouvernement doit jeter un franc regard sur les ressources disponibles. Ainsi, la perspective budgétaire à moyen terme est peu réaliste parce que tout le monde sait qu'il y aura des excédents. En outre, dans le débat actuel, on accorde trop d'attention aux réductions d'impôt, alors qu'il importe de reconnaître qu'il n'y a pas de solution miracle. Nous devons veiller à ce que des questions telles que la diminution des impôts ne se transforment pas en enjeux « moraux » et qu'il y ait un débat informé. Enfin, les panélistes ont noté que, dans ces discussions, il n'y avait pas de démarcation claire entre politique économique et politique sociale. La division entre ces deux domaines de politiques n'est pas limpide et il faut abolir les barrières qui ont tendance à isoler ces questions les unes des autres.

« Il est essentiel que le gouvernement prenne l'initiative de susciter et de soutenir un débat informé sur les politiques. »

Fred Gorbet

de ses activités, serait moins vulnérable à la recherche de rentes de la part de groupes d'intérêts -, des investissements élevés en éducation et, enfin, des politiques-cadres qui réduisent les coûts de transaction pour les particuliers et les entreprises sur le marché.

La discussion en panel a notamment porté sur la question suivante : Le gouvernement peut-il faire la différence et, le cas échéant, dans quels domaines? De façon générale, les panélistes sont d'avis que les politiques gouvernementales peuvent avoir un impact, positif ou négatif. De fait, en raison de l'amélioration de la situation budgétaire de l'État, nous avons maintenant une marge de manœuvre un peu plus grande

en matière de politique sociale n'est pas corroboré par les données disponibles au sein tant de l'Union européenne que de l'ALENA. S'il y a convergence dans certains domaines, ailleurs c'est plutôt la restructuration qui prévaut. Ils ont conclu que le gouvernement avait un rôle à jouer et disposait d'une certaine marge de manœuvre en matière de politique sociale, bien que l'approche soit en voie de changer.

En ce qui a trait à la politique économique, les panélistes ont affirmé que l'État devait continuer de mettre l'accent sur les aspects fondamentaux d'un bon contexte macroéconomique. Même si beaucoup a été fait, on peut se demander si la combinaison des politiques monétai-

Conférenciers invités

Trois conférenciers ont pris la parole à l'heure du déjeuner et du dîner.

Perceptions des questions économiques parmi les Canadiens.

Frank Graves, de Ekos Research Associates, a présenté des données de sondage récents qui indiquent que les Canadiens sont de plus en plus optimistes au sujet de leur sécurité financière personnelle, s'ajoutant à la conviction que le pays fera mieux dans l'avenir. La propor-

tion. Les gens appartenant à l'élite insistent davantage sur les baisses d'impôt. Selon Graves, ces deux visions sont le reflet de la « rue Principale », d'une part, et de la « rue Saint-Jacques », de l'autre.

Les Canadiens ne sont pas intimi-

tion. Les gens appartenant à l'élite voient la productivité en termes de revenu et de niveau de vie, tandis que les Canadiens de la classe moyenne la considèrent d'abord comme un instrument permettant d'améliorer la qualité de vie. Quelque 83 p. 100 des répondants

« Entre 75 % et 80 % des Canadiens nous disent qu'ils jugent que l'amélioration de la productivité de l'économie est une priorité importante pour le gouvernement fédéral... »

Frank Graves

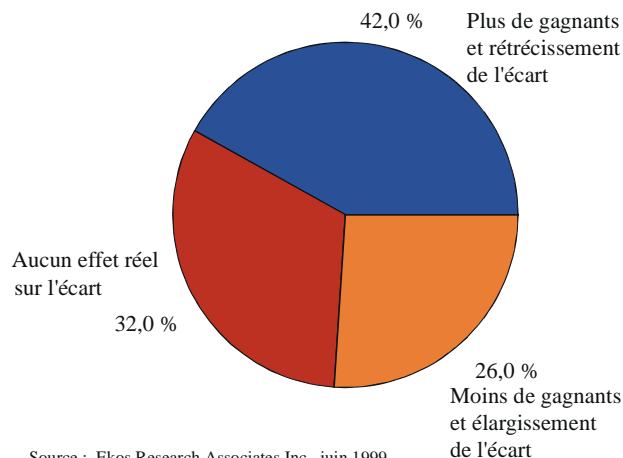
tion des répondants qui estiment avoir perdu le contrôle sur leur avenir économique est en baisse. Quelque 49 p. 100 des Canadiens pensent que leur qualité de vie et leur niveau de vie se sont améliorés au cours des dix dernières années, comparativement à 23 p. 100 qui jugent qu'ils se sont détériorés. Les résultats de l'enquête montrent un intérêt naissant pour les « nouvelles visions audacieuses » et une perte d'enthousiasme pour le « statu quo ».

Quant aux priorités du gouvernement fédéral, 57 p. 100 des répondants estiment que celui-ci accorde une plus grande priorité aux questions économiques comme l'emploi et la croissance. Quelque 40 p. 100 disent être d'accord avec cette approche, mais 45 p. 100 préféreraient que le gouvernement prête plus d'attention aux priorités sociales. La qualité de vie et le système de soins de santé viennent en tête de liste des priorités souhaitables pour

dés par la notion de productivité. Le grand public est mieux informé sur la signification du terme « productivité » qu'on aurait pu penser. Mais il y a divergence de vues parmi les Canadiens sur cette ques-

estiment que l'accroissement de la productivité au sein de l'économie canadienne est essentiel à l'amélioration de notre niveau de vie. Environ 73 p. 100 sont d'avis que les programmes sociaux sont des investis-

Si le gouvernement du Canada mettait l'accent sur l'amélioration du niveau de productivité du pays, quel effet cela aurait-il, selon vous, sur l'écart entre les riches et les pauvres?



sements humains importants qui haussent la productivité du Canada en contribuant à ce que la population soit en santé et en sécurité. Ainsi, les Canadiens voient clairement un lien entre la politique sociale et la politique économique et ils

ne pensent pas que ces deux domaines sont en concurrence, mais plutôt complémentaires. Ils sont assez bien informés sur la productivité, conscients qu'il n'y a pas de solutions simples à ces questions et favorisant une stratégie axée sur de

multiples instruments dans plusieurs secteurs clés. En outre, 74 % sont d'avis qu'une augmentation de la productivité réduirait ou n'aurait aucun effet perceptible sur l'inégalité du revenu.

Pourquoi le Canada a-t-il besoin d'une union monétaire avec les États-Unis?

Thomas Courchene (Université Queen's) a présenté des arguments pour démontrer que le taux de change flottant du dollar canadien sert mal les intérêts économiques du pays, la solution résidant peut-être dans la création d'une

industries à fort coefficient de capital humain au pays.

Selon Courchene, un alignement plus étroit du taux de change sur le dollar américain favoriserait une plus grande flexibilité des salaires et des prix au Canada – entreprises

taire entraîne une perte de souveraineté pour le Canada, Courchene fait valoir que celle-ci serait plus apparente que réelle. Il note que c'est au cours de la période de taux de change fixe des années 60 que le Canada a mis en place son infrastructure élaborée de politiques sociales.

Le conférencier a conclu son exposé par une mise en garde : les événements qui se déroulent ailleurs dans les Amériques tournent les projecteurs sur cette question. On observe déjà une tendance à la « dollarisation », c'est-à-dire l'adoption du dollar américain comme monnaie pour les échanges commerciaux, tant au Mexique qu'en Argentine, ce qui pourrait contribuer à limiter la possibilité de mettre en place une union monétaire nord-américaine. Cela signifie que le Canada doit participer à tout débat public sur l'avenir des arrangements monétaires en Amérique du Nord pour s'assurer que l'option de l'union monétaire demeure sur la table.

« Le coût de l'autonomie monétaire devient de plus en plus apparent... »

Thomas Courchene

union monétaire nord-américaine. Selon le conférencier, les taux de change flottants rendent plus instables les taux de change réels, ils ne semblent pas offrir une ligne de défense efficace contre les chocs externes et risquent de causer des déséquilibres monétaires prolongés. Cette faiblesse et cette volatilité pourraient décourager les efforts visant à améliorer la productivité dans les entreprises canadiennes exportatrices ou soumises à la concurrence des importations, fausser les flux d'investissement vers les États-Unis au détriment du Canada et freiner le développement des

et travailleurs devenant plus conscients de leur situation concurrentielle en Amérique du Nord –; cela stabiliserait les prix des éléments d'actif financiers et réels au Canada et réduirait les coûts de conversion monétaire et les autres coûts de transaction liés aux flux transfrontières de commerce et d'investissement. Parmi les options qui s'offrent, allant de taux de change cibles à une union monétaire formelle en Amérique du Nord, l'union monétaire serait préférable.

Devant la crainte que le passage à un régime monétaire de taux de change fixe ou à une union moné-

La nouvelle économie a-t-elle enfin ravivé la croissance de la productivité?

Robert J. Gordon (Université Northwestern) a analysé la forte croissance de la production horaire observée aux États-Unis ces dernières années, afin de déterminer

Le professeur Gordon a constaté qu'il n'en était rien, parce que l'amélioration observée dans la mesure de la productivité depuis le milieu des années 90 est fortement concen-

une baisse importante des prix des ordinateurs ces dernières années. De fait, si l'on tient compte des autres facteurs, la productivité dans la fabrication des biens durables autres que les ordinateurs et des biens non durables progresse encore plus lentement qu'auparavant.

Le conférencier en déduit que le fait que la croissance de la productivité soit si étroitement confinée à l'industrie des ordinateurs révèle l'absence de preuve d'un regain de productivité de vaste portée attribuable à l'application de l'ordinateur et des technologies de l'information.

« Les ordinateurs sont peut-être partout, mais ils n'ont pas engendré une reprise de la croissance de la productivité... »

Robert Gordon

si ce phénomène signale la fin de la période de ralentissement de la croissance de la productivité et le début d'une révolution de la productivité qui serait imputable à la « nouvelle économie ».

trée dans le secteur des biens durables et, plus particulièrement, dans l'industrie de la production des ordinateurs. Il semble que la poussée de croissance de la productivité soit presque entièrement attribuable à

Conférence sur « L'écart de productivité entre les secteurs manufacturiers du Canada et des États-Unis »

Les 21 et 22 janvier 2000

Le Centre d'étude des niveaux de vie (CENV) organise une grande conférence internationale à Ottawa, les 21 et 22 janvier 2000. Cette conférence portera sur les tendances, les causes et les conséquences de l'écart qui existe entre les secteurs manufacturiers du Canada et des États-Unis au chapitre de la productivité du travail. Quinze documents rédigés par d'éminents spécialistes de la productivité du Canada, des États-Unis et de l'Europe seront présentés et des discussions auront lieu avec des économistes de renom. Cette conférence s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à cette importante question économique. Pour obtenir de plus amples renseignements et pour s'inscrire, il suffit de communiquer avec Andrew Sharpe, directeur exécutif du CENV, au 613-233-8891 ou par télécopieur au 613-233-8250 ou encore de visiter le site Web du CENV à l'adresse suivante : <www.csls.ca>.

BON DE COMMANDE

Veillez cocher les publications que vous souhaitez recevoir et fournir les détails requis pour l'expédition à la page suivante.



Collection Documents de travail

- N° 24 Les politiques du gouvernement canadien à l'égard de l'investissement étranger direct au Canada
- N° 25 Une évaluation structuraliste des politiques technologiques – Pertinence du modèle schumpétérien
- N° 26 Commerce intrasociété des entreprises transnationales étrangères au Canada
- N° 27 La hausse récente des demandes de brevets et la performance des principaux pays industrialisés sur le plan de l'innovation – Tendances et explications
- N° 28 Technologie et demande de compétences : une analyse au niveau de l'industrie
- N° 29 L'écart de productivité entre les entreprises canadiennes et américaines
- N° 30 Investissement étranger direct et croissance de la productivité : l'expérience du Canada comme pays d'accueil

Collection Documents hors-série

- N° 18 Réduction des obstacles réglementaires au commerce : leçons à tirer de l'expérience européenne pour le Canada
- N° 19 Analyse des mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux et conséquences pour l'Accord canadien sur le commerce intérieur
- N° 20 Les entreprises autochtones : caractéristiques et stratégies de croissance

Collection Documents de discussion

- N° 6 Rivalité sur les marchés internationaux et nouveaux enjeux pour l'Organisation mondiale du commerce
- N° 7 Conséquences des restrictions à la propriété étrangère pour l'économie canadienne – Une analyse sectorielle

Moniteur micro-économique

- Deuxième trimestre de 1999 L'accroissement des relations économiques entre le Canada et les États-Unis : Première partie -- Principales caractéristiques
- Premier trimestre de 1999 L'accroissement de la productivité : La clé de l'amélioration du niveau de vie
- Quatrième trimestre de 1998 Les régions du Canada et l'économie du savoir : Un élan irrésistible vers un avenir prometteur
- Troisième trimestre de 1998 La cage de verre : histoire du passé? : Les femmes entrepreneurs à l'ère de l'économie du savoir



COLLECTION LE CANADA AU 21^e SIÈCLE

- N° 1 Tendances mondiales : 1980-2015 et au delà.
- N° 2 Libéralisation étendue axée sur les aspects fondamentaux : un cadre pour la politique commerciale canadienne
- N° 3 L'intégration économique de l'Amérique du Nord : les 25 dernières années et les 25 prochaines années
- N° 4 Les tendances démographiques au Canada, 1996-2006 : les répercussions sur les secteurs public et privé
- N° 5 Investissement : les défis à relever au Canada
- N° 6 Visualiser le 21^e siècle – Investissements en infrastructure pour la croissance économique, le bien-être et le mieux-être des Canadiens
- N° 7 Les conséquences du changement technologique pour les politiques de main-d'oeuvre
- N° 8 L'économie et l'environnement : l'expérience récente du Canada et les perspectives d'avenir
- N° 9 Réactions individuelles à l'évolution du marché du travail au Canada
- N° 10 La réaction des entreprises – L'innovation à l'ère de l'information
- N° 11 Institutions et croissance – Les politiques-cadres en tant qu'instrument de compétitivité

Veillez fournir les détails requis pour l'expédition.

BON DE COMMANDE	DATE D'ENVOI
NOM	
ORGANISATION	
ADRESSE	
VILLE	PROVINCE
CODE POSTAL	PAYS

Et postez ou télécopiez ce formulaire au ...

Responsable des publications
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada
5^e étage, tour ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : (613) 952-5704
Fax : (613) 991-1261
Courriel : mepa.apme@ic.gc.ca